

---

# La lutte pour l'égalité au Parlement et ailleurs

---

L'hon. Sheila Copps

*La domination d'une race et d'un sexe au Parlement, de même que dans l'arène politique en général, a fait couler beaucoup d'encre. Mais le Parlement n'est que l'un des endroits où l'égalité entre les hommes et les femmes pose problème. Il suffit de jeter un regard sur la société canadienne pour constater que ce que nous observons au Parlement n'est que le reflet d'un problème plus vaste au sein de notre société.*

Jeune adulte, je croyais à tort que nous avions déjà remporté la bataille pour l'égalité. Plus de dix ans s'étaient écoulés depuis que Betty Friedan avait écrit son célèbre traité, *The Feminine Mystique*. La vedette de tennis Billy Jean King avait facilement battu Bobby Riggs lors de la « bataille des sexes » de 1973.

## Cheminement personnel

---

Lorsque j'ai décroché mon premier emploi à temps plein en tant que reportere débutante au Hamilton Spectator, j'ai saisi tout le chemin qui restait à parcourir dans la lutte pour l'égalité. Le rédacteur en chef m'a souhaité la bienvenue et m'a présenté à l'équipe en lançant une remarque que je n'oublierai jamais : « J'espère que vous réalisez que nous dépassons notre quota de femmes en vous engageant. »

Heureuse d'avoir obtenu un emploi, je n'ai fait que sourire et dire « merci ». À l'époque, personne n'aurait envisagé la possibilité de porter plainte à une commission des droits de la personne.

Vingt-huit ans plus tôt, ma mère avait été congédiée de son poste de secrétaire parce qu'elle avait osé se marier. À

l'époque, on ne faisait pas de cas d'une politique d'entreprise permettant de congédier une femme en raison de son nouvel état matrimonial.

Les croyances sociales d'alors amenaient les jeunes femmes à croire à un seul et même destin : trouver un homme qui allait les soutenir financièrement. Lorsque j'ai commencé l'université, j'avais des idées révolutionnaires et je suis rapidement devenue membre du conseil étudiant de l'Université de Western Ontario et vice-présidente aux affaires extérieures.

J'ai organisé une manifestation contre les essais nucléaires menés à l'île d'Amchitka dans l'océan Pacifique. Les dix milles étudiants activistes que nous avons réussi à réunir ont fermé la frontière au pont de Sarnia, qui relie l'Ontario et le Michigan. Malgré mes tendances révolutionnaires, je croyais vraiment qu'après l'université, je défendrais gratuitement des causes sociales me tenant à cœur, tandis que mon futur mari serait le gagne-pain de la famille.

Un jour où je jonglais avec l'idée de fréquenter une faculté de droit, un ami m'a dit de ne pas présenter de demande parce que j'entrerais en compétition avec un homme qui avait vraiment besoin de l'emploi! Je n'en reviens pas de voir que j'acceptais les stéréotypes sociaux qui définissaient alors les femmes et les hommes.

Je croyais en mes propres capacités de travailler fort et de réussir, mais je ne réalisais pas à quel point mes ambitions personnelles étaient tempérées par les attentes de la société.

Le milieu journalistique était principalement un monde d'hommes, et c'est toujours le cas. Pour faire leur chemin, les femmes devaient accomplir leur travail, rire des blagues des gars et faire de leur mieux pour s'intégrer. Les mêmes

---

*L'hon. Sheila Copps a été députée à l'Assemblée législative de l'Ontario et à la Chambre des communes. Cette ancienne membre du cabinet a aussi été vice-première ministre de 1993 à 1997. Le texte qui suit est une version révisée de la présentation qu'elle a donnée le 19 novembre 2010 lors de la conférence Pathways to Parliament organisée par le Groupe canadien d'étude des questions parlementaires, la Chaire Dick et Ruth Bell pour l'étude de la démocratie parlementaire canadienne et le Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique.*

---

règles s'appliquaient lorsque je suis passée à la vie politique. À l'âge vénérable de 24 ans, je me suis portée candidate à une élection pour la première fois, et à l'âge de 28 ans, j'étais élue députée d'Hamilton Centre à l'Assemblée législative de l'Ontario.

J'ai rapidement été confrontée à la dure réalité de la discrimination. J'ai posé une question à l'Assemblée législative, et le ministre et d'autres députés m'ont dit de retourner dans ma cuisine. Quelques semaines plus tard, des députés faisaient des paris à propos mon poids.

Un collègue député m'a même agressée alors que nous nous trouvions dans le Nord de l'Ontario pour étudier la question de la violence conjugale. Si je m'en prenais à mes opposants, on me traitait de râleuse. Si je ne faisais rien, on disait que j'appuyais le sexisme.

La discrimination s'est poursuivie après mon élection à la Chambre des communes en 1984. Lorsque les médias parlaient de mes collègues masculins, ils s'intéressaient principalement à leurs idées; lorsqu'ils parlaient de moi, ils se concentraient plutôt sur ce que je portais et sur les hommes que je fréquentais. Après avoir proposé la première loi pour protéger les gais et les lesbiennes dans le *Code des droits de la personne* de l'Ontario, j'ai été traitée de lesbienne non déclarée.

Quand je posais des questions difficiles, on disait que je m'acharnais. Le ton de ma voix et ma coupe de cheveux faisaient beaucoup parler dans les médias. On m'a qualifiée de « bébé », de « pute » et de « plaingarde », alors que je ne faisais que mon travail.

À 30 ans, j'étais convaincue que pour que les femmes atteignent l'égalité, elles devaient faire front commun et comprendre que le problème ne venait pas d'elles.

***Helen Reddy avait raison. Son tube des années 1970 allait comme suit : « I am woman hear me roar » (Je suis une femme, je rugis). Nous devons rugir. Nous devons nous serrer les coudes.***

Lorsqu'un agriculteur est élu au Parlement, il peut facilement passer pour le représentant des agriculteurs. De même, les députés originaires de l'Ouest ou du Québec veulent faire entendre les enjeux de leurs régions à Ottawa. Mais en 2011, trop de femmes ont toujours peur de s'afficher comme féministes dans leur lutte pour l'égalité.

### **Égalité au Parlement et ailleurs**

---

L'année où je suis née, nous avons adopté des lois garantissant un salaire égal pour un travail égal. Je m'attendais

donc à ce qu'au moment où ma fille deviendrait adulte, les livres d'histoire seraient les seuls endroits où l'on pourrait encore observer de la discrimination.

Or ma fille terminera ses études à l'Université Concordia cette année et c'est triste à dire, mais une fois sur le marché du travail, elle peut s'attendre à gagner de 15 à 20 % de moins qu'un diplômé de sa classe, simplement parce qu'elle est une femme.

Au Canada, une professeure titulaire peut s'attendre à gagner 21 000 \$ de moins qu'un homme. L'explication officielle est que les femmes travaillent généralement dans des secteurs moins bien rémunérés. Lorsque nous parvenons à obtenir l'égalité, comme les femmes l'ont récemment fait dans le domaine médical, c'est grâce à une stratégie nationale ciblée. Ces gains ne se font toutefois pas sans difficultés. À preuve, les nombreuses plaintes quant à la féminisation de la médecine, à tel point qu'une stratégie a été adoptée pour intégrer davantage d'hommes dans le monde médical. Pendant 150 ans, cependant, les femmes ne bénéficiaient pas d'une situation égalitaire, et le problème ne méritait pas d'être défendu.

Au cours des 25 dernières années, les femmes ont intégré le marché du travail à un rythme sans précédent. Ce n'est pas une coïncidence si, pendant cette période, le véritable pouvoir d'achat des Canadiens n'a pratiquement pas augmenté. La documentation économique ne traite pas souvent de cette question, mais l'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail est l'une des raisons pour lesquelles les salaires sont demeurés bas. Le salaire des hommes est toujours 25 % plus élevé que celui des femmes. Les gouvernements doivent adopter une stratégie commune pour obtenir une véritable égalité.

Notre Parlement est l'organe législatif le plus important au pays, mais il se situe au 55<sup>e</sup> rang mondial pour ce qui est de la représentation des femmes. Une lueur d'espoir pointe toutefois à l'horizon. Equal Voice, un groupe non partisan qui tente de faire élire un plus grand nombre de femmes, attire l'attention sur cette question.

Les stéréotypes sont tellement ancrés que la plupart d'entre nous avons de la difficulté à reconnaître leur existence. Lorsque le président Obama a été ridiculisé pour des raisons raciales à l'émission *Saturday Night Live*, le sketch offusquant a été critiqué et a été retiré le soir même. Sarah Palin, elle, candidate à la vice-présidence, a été décrite à de nombreuses reprises comme une intruse en raison de ses jeunes enfants, et le fait n'a pas suscité de tollé semblable. Pourquoi le statut de mère et de grand-mère de Sarah Palin a-t-il été autant ridiculisé publiquement, tandis que les liens familiaux de Joe Biden ont fait de lui un excellent candidat au poste de vice-président?

En 2010, nous avons célébré le 40<sup>e</sup> anniversaire du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation

---

de la femme, présidée par Florence Bird. Cette commission a produit un rapport révolutionnaire sur le sexisme, a élaboré un plan détaillé pour l'égalité et a jeté les bases pour que nous le mettions en œuvre.

Si nous trouvons la situation déplorable au Parlement, nous pouvons nous consoler en observant les sociétés Fortune 500. Un récent rapport publié par *Catalyst North America* déplorait l'absence de femmes dans les conseils d'administration canadiens. Les femmes sont maintenant plus nombreuses que les hommes à obtenir un diplôme en commerce, mais le conseil d'administration de plus de 40 % des sociétés Fortune 500 ne compte aucune femme. Les choses pourraient se passer autrement.

Il y a quelques décennies, une jeune Ontarienne a dû poursuivre l'Association de hockey mineur de l'Ontario en justice pour avoir le droit de jouer. En 2010, notre pays compte les plus grandes joueuses de hockey au monde. Pendant les Olympiques, les médias ont souligné à de nombreuses reprises la domination de nos hockeuses, mais rares sont ceux qui ont parlé de cette évolution. Lorsque j'étais ministre du Patrimoine, nous avons modifié les lignes directrices pour le financement du sport. Tout organisme qui voulait recevoir du financement public devait intégrer l'égalité des sexes dans des programmes ciblés.

Voilà le type de formule qui fonctionne. Elle a fonctionné pour l'Association médicale canadienne, elle a fonctionné dans le monde du hockey et il faut l'appliquer dans d'autres domaines.

### **La voie à suivre**

---

Avec les médias, le monde financier et le monde de l'éducation, le Parlement est l'un des quatre piliers de la société où la lutte pour l'égalité n'a pas encore été remportée. Ce sont des secteurs déterminants de la société au chapitre de l'égalité des sexes. À l'heure actuelle, le secteur financier et celui des médias ont pris du retard sur le milieu politique en termes d'égalité.

En politique, ce sont les femmes qui maintiennent le système à flot. Ce sont elles qui gèrent les bureaux, qui dirigent les campagnes, qui cognent aux portes et qui gèrent les listes. Elles ne vont toutefois pas jusqu'à se porter candidates. Lorsque les dirigeants politiques prennent l'initiative de recruter davantage de femmes en établissant des cibles à cet égard, ils se font violemment critiquer par les autres partis et par les médias.

Mais quand une entreprise émet des actions, les gens s'attendent à ce que l'entreprise établisse des cibles et les atteigne. Pourquoi le processus politique devrait-il être différent? Les partis politiques, les universités, les éditeurs de journaux et les conseils d'administration de Bay Street recrutent généralement des candidats qui offrent un certain niveau de confort. Ils se basent sur leur propre expérience

et recrutent dans leurs propres rangs. La nature humaine est ainsi faite : ce que nous observons chez nos leaders est généralement le reflet de ce que nous observons parmi nous.

Les préjugés profondément ancrés dans la société ne naissent pas au Parlement, et ils ne s'arrêtent pas là non plus. Le Parlement recrute deux fois plus de femmes que les grandes sociétés canadiennes. Le Parlement fait partie du problème, mais il n'est que le reflet d'une société où le racisme et le sexisme sont profondément enracinés et toujours omniprésents.

Affirmer que les femmes n'entrent pas au Parlement parce qu'elles considèrent qu'il s'agit d'un monde d'hommes, dur et tumultueux, n'est nullement fondé. Le problème n'est pas le décorum. Ce n'est que secondaire en regard du véritable problème : comment continuer de claironner des discours prônant l'égalité chez nous, alors que le sexisme existe dans pratiquement tous les secteurs de l'économie.

Nous nous rendons en Afghanistan pour encourager les jeunes Afghanes à aller à l'école, mais nous ne discutons pas des inégalités intrinsèques de notre propre système, qui persistent depuis que le rapport de Florence Bird a été déposé il y a plus de 40 ans.

Les réussites sont possibles. Dans le secteur public, une ancienne greffière du Conseil privé a créé un plan d'action politique pour l'égalité. Au Canada, de tous les secteurs, le secteur public est celui qui est le plus près d'atteindre l'égalité.

Dans mon ancien ministère, on me disait qu'il était impossible de nommer autant de femmes que d'hommes parce que le bassin de femmes qualifiées n'était pas assez grand. Nous avons néanmoins réussi à nommer des femmes à 50 % des postes, y compris au sein de conseils d'administration principalement axés sur les résultats, comme celui du CRTC. Il faut établir des cibles et tout faire pour les atteindre; les belles paroles ne suffisent pas.

***Inspirons-nous des Célèbres cinq.  
Ces femmes courageuses ont  
contribué à bâtir notre pays et n'ont  
pas attendu que quelqu'un d'autre  
brise le plafond de verre. Elles  
s'en sont prises au vieux cercle  
d'hommes avec détermination, sans  
relâche jusqu'à la victoire.***

À l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Commission royale, nous devons prendre des mesures concrètes.

- Il faut reconnaître que le sexisme est toujours présent au Canada.
- Il faut reconnaître que les progrès réalisés par les femmes pendant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle sont au point mort.

- 
- Il faut lancer un message de détresse en matière d'égalité : réclamer, selon moi, une deuxième Commission royale sur la situation de la femme et des minorités, et la charger de produire un rapport sur les progrès réalisés au cours des 40 dernières années et de cerner les secteurs où les progrès n'ont pas été suffisants.
  - Il faut qu'un groupe de réflexion national indépendant, comme l'Institut CD Howe ou la Canada West Foundation, fasse de la recherche et renseigne les Canadiennes dans les secteurs des finances, de l'éducation, des médias et de la politique.
  - Il faut que le processus d'investiture des partis soit supervisé par Élections Canada. Nous investissons des millions de dollars publics dans les partis politiques : ces derniers ne devraient pas avoir le droit de poursuivre leurs activités en secret.

- Il faut charger un comité permanent du Parlement d'examiner les inégalités de longue date sur le marché du travail.
- Il faut adopter une loi obligeant les sociétés publiques à composer des conseils d'administration équitables. Cela n'a pas besoin de se faire du jour au lendemain, mais les sociétés publiques qui profitent du système fiscal public devraient faire en sorte que leurs conseils d'administration soient le reflet de l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Il faut adopter une loi obligeant les universités qui reçoivent des fonds publics à publier un plan d'action en matière d'égalité. Tout cela prend du temps, mais il faut commencer quelque part.

Une commission royale permettra d'ajouter de nombreux éléments à la liste, mais n'attendons pas encore 40 ans. Le Canada peut faire mieux.